

CE MONDE QUI BOUGE

Turquie, Erdogan,
le référendum de trop

Tayyip Erdogan est reparti en guerre. Cette fois-ci contre les pays, Allemagne et Pays-Bas en tête, ayant annulé les meetings de soutien au référendum constitutionnel du 16 avril. Meetings que devaient animer des ministres turcs, parmi lesquels le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu, dont l'avion, suprême affront, a été empêché d'atterrir aux Pays-Bas. La Suisse mais aussi l'Autriche ont également interdit tout rassemblement sur leur territoire. Seul pays à avoir fait exception, la France qui a autorisé dimanche dernier la tenue d'un meeting à Metz.

La communauté turque en Europe, ce sont plusieurs millions de voix potentielles, une communauté travaillée au corps par l'opposition au pouvoir d'Erdogan, et dont les voix pèseront dans la balance le 16 avril prochain. D'où la colère du chef de l'Etat turc qui, soi-dit en passant, excelle dans l'art de la provocation, sait jouer sur les réflexes nationalistes à fleur de peau d'un grand nombre de ses concitoyens, contre l'Europe mais aussi contre les «séparatistes» kurdes assimilés abusivement aux terroristes de Daesh. Une stratégie qui lui a déjà réussi quand il a orchestré la peur du chaos et de la guerre civile suite à l'attentat sanglant d'Ankara du 10 octobre 2015 (plus de 100 morts), et ce, à moins d'un mois des élections législatives, remportées au demeurant par son parti l'AKP (Parti de la justice et du développement, issu de la mouvance islamiste). Reste à savoir si cette stratégie suffira pour convaincre les Turcs – plus de 55 millions d'électeurs – à voter en faveur de la réforme constitutionnelle le 16 avril prochain.

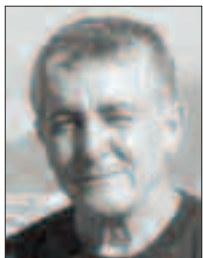
De quoi s'agit-il ? Pour mémoire, le 21 janvier, le Président turc, qui cresse le rêve d'une loi fondamentale lui attribuant les pleins pouvoirs, avait remporté une première manche en faisant adopter par le Parlement son projet de révision constitutionnelle par 339 voix sur 550, ce grâce à l'appui des députés ultra-nationalistes de l'Action nationale (MHP). Sans lui, l'AKP n'aurait pas obtenu la majorité requise des trois-cinquièmes. En revanche, le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste) et le HDP (Parti démocratique des peuples, qualifié de pro-kurde), avaient voté contre.

Si cette réforme constitutionnelle est adoptée le 16 avril prochain, la Turquie basculera d'un régime parlementaire où le chef de l'Etat n'a qu'une fonction honorifique comme c'est le cas en Allemagne, en Italie ou en Autriche, vers un régime présidentiel où le président élu au suffrage universel disposera de tous les pouvoirs. Une sorte d'hyperprésidence, sans réels contre-pouvoirs comme cela existe aux Etats-Unis par exemple, où on le voit, Donald Trump ne peut faire ce qu'il veut. Mieux, bien qu'elle limite à deux le mandat présidentiel, la nouvelle loi fondamentale, qui doit entrer en vigueur en 2019, permettra à Erdogan de briguer deux mandats et de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2029 ! Il pourra également intervenir directement dans le fonctionnement de la justice en mettant fin à l'indépendance de celle-ci, garantie par la Constitution de 1982. En effet, depuis qu'il est aux affaires, Tayyip Erdogan a dû composer avec la Cour constitutionnelle et les magistrats, dont l'une des dernières décisions a été de remettre en liberté des journalistes et l'écrivaine Asli Erdogan, accusés de «complot» et menacés de lourdes peines de prison.

Aux yeux de l'opposition kémaliste et démocrate pro-kurde, qui accuse Erdogan de dérives autoritaires, cette réforme est insupportable. En effet, ses adversaires dénoncent le fait que ce référendum se tienne sous état d'urgence. Depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet dernier et l'instauration de cet état d'exception, la Turquie a connu des purges d'une ampleur inédite : plus de 43 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 fonctionnaires limogés ou suspendus, notamment des universitaires, des magistrats, 170 médias fermés et 145 journalistes et écrivains mis en prison, à quoi s'ajoute l'embastillement de 12 députés du HDP dont les deux co-présidents Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ.

Toutefois, pour l'AKP et son chef Tayyip Erdogan, qui jouent gros dans cette affaire, la partie est loin d'être gagnée. Une croissance économique en baisse (2,7% pour 2017) alors qu'elle a été à deux chiffres durant plusieurs années, un taux de chômage de 11%, à quoi s'ajoute l'hostilité des Turcs à la guerre en Syrie qui a fini par déborder sur le territoire turc comme l'atteste cette multiplication d'attentats-suicides à Istanbul, Ankara et ailleurs, tout cela va peser au moment de glisser le bulletin dans l'urne. Selon un dernier sondage, le «non» à la révision constitutionnelle l'emporterait de deux points sur le «oui».

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.comLA PRATIQUE A MIS EN DANGER LE PATRIMOINE
FAUNISTIQUE ALGÉRIENLes lois contre le braconnage
bientôt appliquées

Classé mondialement troisième après le trafic d'armes et de drogue, le braconnage, ce fléau aux lourdes conséquences sur l'environnement, en plus du réchauffement climatique, les incendies de forêt et les diverses maladies, met en danger le patrimoine faunistique algérien.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Dans ce cadre et dans le but de prévenir des retombées négatives de ce phénomène, la Direction générale des forêts a organisé un atelier portant sur l'échange d'informations et de sensibilisation en matière de braconnage et de commerce illicite des animaux sauvages, hier et aujourd'hui, au niveau du siège de la réserve de chasse, à Zéralda, avec la participation du commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction des services vétérinaires, l'inspection vétérinaire de la wilaya d'Alger et les Conservations des forêts des wilayas d'Alger, Tamanrasset, Illizi et Tlemcen.

Cet atelier a pour but d'organiser une campagne mixte de sensibilisation et d'information à travers le territoire national pour éveiller les consciences des citoyens et commerçants, en plus de la mise en application de la réglementation mise en vigueur en la matière. En deçà de l'application des lois, l'atelier a pour but de faire connaître la réglementation et de la faire res-

pecter afin d'atténuer le commerce illicite des espèces de faune sauvage.

Dans ce contexte, beaucoup d'Algériens, pour ceux qui en ont été informés, sont restés abasourdis, lorsqu'en janvier dernier, l'émir de Dubaï, Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, a fait don de 500 gazelles des deux espèces : gazelle de cuivre et gazelle dorcas, une information annoncée lors du lâchage, par le premier responsable de la Direction des forêts de la wilaya de Naâma, Mohamed Youcef.

Un acte décrit comme une participation au renforcement de la coopération des deux pays, notamment en matière de protection de l'environnement.

Seulement, l'incohérence est que ces mêmes gazelles offertes dans un cadre dit pour la protection de l'environnement, sont prises pour cible, ainsi que les outardes, au su et vu de tout un chacun, par les braconniers venus du Golfe, et ce, malgré la protection des dites gazelles par des conventions internationales et en Algérie par le décret



Les gazelles et les outardes sont prises pour cible par les braconniers venus du Golfe.

n°083-509 du 20 août 1983, renforcé par l'arrêté du 17 janvier 1995. Il serait temps de fermer le circuit à ces dizaines de véhicules de type 4x4 et autres camions qui ne s'arrêtent que pour abattre sauvagement leur proie royale qu'est l'outarde houbara (chlamidotis), dans la région de Ghayet El Guelb, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Hassi R'mel, dans la région de Metlili, dans la wilaya de Ghardaïa. A revoir le schéma, le Sud du pays ne serait qu'un terrain de chasse pour le plaisir des braconniers émiratis dont le gibier est fourni par l'émir de Dubaï. Depuis des années que ce braconnage permis ravage le patrimoine faunistique du pays.

Aux dernières informations parvenues au capita-

ne Laribi Medjahed, élément de la Gendarmerie nationale, deux Emiratis, deux Saoudiens et deux Koweïtiens ont été arrêtés pour braconnage dans le sud du pays, entre 2012 et 2016. Ces six braconniers ont été rapatriés vers leurs pays d'origine, après avoir été présentés devant la justice et payé des amendes. Cette même période compte 96 affaires dont 14 liées à la pêche illégale au niveau de Annaba et El Tarf où 18 personnes ont été écrouées.

Les régions les plus touchées par le braconnage sont le désert d'El-Bayadh et Benoud ainsi que Laghouat jusqu'aux limites géographiques des wilayas de Béchar et de Tindouf ainsi que certaines régions de la wilaya d'Adrar.

M. A.-S.

ASSASSINAT DE ENRICO MATTEI ET SALAH BOUAKOUIR

Le MALG privilégie la piste des
services secrets français

Au moment où Salah Bouakouir et Enrico Mattei façonnaient la politique du GPRA en matière de pétrole, Rédha Rahal et Mohamed Khelladi faisaient miroiter aux compagnies pétrolières occidentales ce qu'elles gagneraient au cas où l'Algérie recouvrait le droit sur les zones pétrolifères.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - C'est le président de l'association des anciens du MALG et ancien collaborateur de Abdelhafid Boussouf, Daho Ould Kablia, qui a animé hier le forum de la mémoire qu'organise le quotidien *El Moudjahid* en collaboration avec l'association Machaâl Echahid. Ould Kablia, qui a pris part aux négociations d'Evian à titre d'expert, a souligné que le MALG (ministère de l'Armement et des Liaisons générales) est intervenu sur deux dossiers lors des négociations d'Evian : la situation militaire et les hydrocarbures.

Le premier a, ainsi, été géré par Khelifa Laroussi, Boualem Bessaïh et Kasdi Merbah. Daho Ould Kablia a précisé que la base de Mers El Kebir a été plutôt louée à l'armée française contrai-

rement aux sites où sont implantées les installations nucléaires au Sahara pour lesquelles, les Français ont obtenu le privilège de les utiliser encore pour cinq ans. «Le GPRA avait cédé sur cette question pour ne pas bloquer le processus des négociations», a-t-il expliqué. Il est aussi formel au sujet de l'entrée de l'armée des frontières en Algérie après le cessez-le-feu : «Ce sont les Français qui ont insisté pour que l'armée des frontières ne foule pas le sol algérien pendant la période de transition et non pas le GPRA. Cela a exacerbé les susceptibilités de l'état-major général (EMG) et envenimé ses relations avec le GPRA qui étaient déjà tendues. Mais, le GPRA n'en pouvait rien.»

Au sujet des hydrocarbures, qui sont tout de suite devenus l'enjeu majeur des négociations d'Evian, le président de l'association des anciens du MALG a révélé que le dossier a été géré entre autres par Rédha Rahal, Mohamed Khelladi et Salah Bouakouir qui était un adjoint du gouverneur général d'Algérie. «Les gouvernements du monde libre et s'ils avaient le cœur qui battait pour la France, avaient, en fait, des intérêts économiques divergents. Enrico Mattei, BP, Shell etc. défendaient leurs intérêts. Et

nous avons joué sur cela pour négocier ce volet», a expliqué Ould Kablia. Selon lui, «la courroie de transmission entre Enrico Mattei et le GPRA, basé à Tunis, était un journaliste de la *Repubblica* qui s'appelait Mario Parietti». «Il faisait le va-et-vient entre l'Italie et la Tunisie pour transmettre les recommandations de Mattei au GPRA», a-t-il indiqué.

En effet, au moment où Salah Bouakouir et Enrico Mattei façonnaient la politique du GPRA en matière de pétrole, a ajouté Ould Kablia, Rédha Rahal et Mohamed Khelladi faisaient miroiter aux compagnies pétrolières occidentales ce qu'elles gagneraient au cas où l'Algérie recouvrait le droit sur les zones pétrolifères. C'est pourquoi Ould Kablia pense que les commanditaires des assassinats de Enrico Mattei et Salah Bouakouir seraient les services secrets français : «Les services français avaient une dent contre les deux puisqu'ils ont joué un rôle central dans l'élaboration de la politique du GPRA en matière d'hydrocarbures. Ils ont été assassinés à une année d'intervalle. Salah Bouakouir en septembre 1961 et Enrico Mattei en octobre 1962.»

L. H.